



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1999/344
26 mars 1999
FRANÇAIS
ORIGINAL : RUSSE

LETTRE DATÉE DU 26 MARS 1999, ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE
AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous informer de ce qui suit.

L'interdiction proclamée par l'OTAN des vols de l'aviation civile dans l'espace aérien de la République fédérale de Yougoslavie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine et de la Croatie est une violation flagrante du principe de souveraineté exclusive d'un État sur l'espace aérien au-dessus de son territoire, énoncé à l'article premier de la Convention de Chicago relative à l'aviation civile internationale.

Cette interdiction ne peut être qualifiée que comme un acte illégal d'ingérence dans l'activité de l'aviation civile et une violation des principes de garantie de la sécurité de l'aviation civile internationale et de liberté des vols des aéronefs, qui sont les principes fondamentaux du droit aérien contemporain. Cette interdiction porte atteinte au droit non seulement de l'État dont relève l'espace aérien en question, mais de tous les pays qui l'utilisent aux fins de communications aériennes internationales.

En fait, cette interdiction est un blocus de l'espace aérien, c'est-à-dire une mesure qui, en application de l'Article 41 de la Charte des Nations Unies, est de la compétence exclusive du Conseil de sécurité.

De tels agissements impliquent une intervention active de la part de l'OACI, organisation qui veille à ce que les États remplissent scrupuleusement les obligations qui leur incombent en vertu du droit aérien international.

La partie russe s'est adressée au Secrétaire général de l'OACI et s'est dite convaincue qu'il prendrait toutes les mesures nécessaires pour mettre fin à ces agissements illégaux et rétablir la liberté de communication aérienne au-dessus du territoire des pays susvisés.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

(Signé) S. LAVROV
